

Essai Economie du risque et de l'assurance (Sujet 1)

HAMMOUCH Siham

April 2025

1 Introduction

Dans la vie quotidienne, nous sommes tous confrontés à des risques : tomber malade, avoir un accident, perdre son emploi, ou faire face à une catastrophe naturelle. Les entreprises et les gouvernements rencontrent eux aussi des risques importants qui peuvent affecter leur activité ou leur stabilité. Face à ces incertitudes, l'assurance est un outil essentiel pour se protéger.

D'un point de vue économique, l'assurance permet de transférer les conséquences financières d'un risque vers un assureur, en échange d'une cotisation régulière. Ce mécanisme repose sur la mutualisation, c'est-à-dire le regroupement des cotisations de nombreux assurés, qui permet d'indemniser ceux qui subissent effectivement un dommage (Wagner and Fuino, 2022). Ce système fonctionne grâce à des principes statistiques comme la loi des grands nombres, mais aussi sur des comportements économiques, comme l'anticipation, la prévention ou la gestion du risque.

L'assurance ne se limite pas à une simple logique financière : elle a aussi une dimension sociale. Elle offre une sécurité précieuse, en particulier aux personnes ou entités les plus vulnérables. Dans un contexte où les risques systémiques (comme la pandémie de COVID-19 ou les catastrophes climatiques) deviennent de plus en plus fréquents, il est essentiel de comprendre le rôle réel de l'assurance dans notre économie.

Cet essai cherche donc à comprendre quelles sont les principales fonctions économiques de l'assurance, et comment ces fonctions aident-elles les individus, les entreprises et les gouvernements à faire face aux risques ?

Pour y répondre, nous commencerons par présenter les différentes fonctions économiques de l'assurance telles que décrites par Wagner et Fuino (Wagner and Fuino, 2022), et montrer comment elles s'appliquent concrètement aux différents acteurs économiques. Nous illustrerons ensuite ces fonctions à travers deux exemples concrets : l'un inspiré d'un cas réel, l'autre fictif, mais représentatif des situations rencontrées dans la vie économique.

2 Les principales fonctions économiques de l'assurance

L'assurance a plusieurs fonctions économiques importantes. Ces dernières ne concernent pas uniquement l'aspect financier, mais aussi la façon dont les individus, les entreprises et les gouvernements réagissent face au risque. En d'autres termes, l'assurance n'est pas seulement un outil de remboursement après un sinistre. Elle influence aussi le comportement des agents économiques : elle peut rassurer, encourager l'investissement, ou inciter à adopter des comportements plus prudents. Par exemple, une entreprise assurée contre les pertes liées à un incendie peut se sentir plus sereine pour étendre son activité. De la même façon, un individu ayant une assurance santé complète peut consulter plus facilement un médecin sans craindre les coûts. Quant aux gouvernements, l'assurance permet de mieux planifier et stabiliser les dépenses publiques en cas de catastrophes.

Ainsi, comprendre les fonctions économiques de l'assurance permet de mieux mesurer son impact sur le fonctionnement général de l'économie et sur les décisions prises par tous les acteurs, qu'ils soient privés ou publics.

2.1 Définitions des principales fonctions économiques de l'assurance

- **Transfert du risque** : l'assurance permet de transférer à un assureur les conséquences financières d'un événement aléatoire, en échange d'une prime régulière (Wagner and Fuino, 2022).
- **Mutualisation des risques** : les primes de plusieurs assurés sont mises en commun, permettant de couvrir les pertes de ceux qui subissent un sinistre grâce à la loi des grands nombres (Wagner and Fuino, 2022).
- **Protection contre les pertes financières** : l'assurance permet une indemnisation rapide et limite les effets négatifs d'un événement imprévu (Access to Insurance Initiative, 2017).
- **Stimulation de l'investissement et de l'activité économique** : en réduisant l'incertitude, elle incite à entreprendre et investir (Access to Insurance Initiative, 2017).
- **Stabilisation des revenus et de la consommation** : elle permet de maintenir une continuité dans les dépenses des ménages ou les activités des entreprises après un choc (Wagner and Fuino, 2022).
- **Intermédiation financière** : les primes perçues sont investies, contribuant au financement de l'économie (Wagner and Fuino, 2022).

- **Prévention** : en adaptant les tarifs aux comportements, l'assurance motive les assurés à mieux se protéger au quotidien. (Access to Insurance Initiative, 2017).

2.2 Effets des fonctions économiques sur les individus

Les individus bénéficient directement de ces fonctions économiques. Le transfert du risque les protège des conséquences financières graves, comme lors d'un accident ou d'un sinistre à la maison. La mutualisation permet à chacun de contribuer modestement et de recevoir une aide importante en cas de besoin. Cela offre une protection financière qui peut éviter des situations de surendettement ou de précarité.

De plus, en limitant l'impact économique d'un choc, l'assurance permet de maintenir une stabilité de revenu et de consommation. Un individu assuré peut continuer à faire face à ses dépenses courantes, ce qui protège son niveau de vie. En parallèle, la prévention incite à adopter des comportements plus prudents, comme conduire prudemment ou entretenir son logement. Enfin, même s'ils n'en ont pas toujours conscience, les assurés participent indirectement au financement de l'économie via l'intermédiation financière.

Je pense que ce système est particulièrement important pour les personnes aux revenus modestes : bien que les cotisations puissent sembler lourdes, elles leur évitent des situations dramatiques en cas de problème.

2.3 Effets sur les entreprises

Pour les entreprises, les fonctions de l'assurance permettent d'assurer la continuité de l'activité après un événement dommageable : incendie, panne, vol, accident du travail. Le transfert du risque protège leurs actifs, tandis que la mutualisation évite que l'entreprise ne porte seule un choc trop important.

L'assurance permet également à l'entreprise de prendre davantage d'initiatives : embauche, innovation, développement à l'international. Elle limite l'incertitude et favorise donc la prise de décision. En cas de sinistre, l'indemnisation rapide permet à l'entreprise de redémarrer plus vite, ce qui contribue à la stabilité économique locale.

Je pense que pour certaines petites entreprises, le coût des cotisations peut sembler élevé, au même titre qu'à l'échelle des individus cotiser peut parfois devenir compliqué. Mais dans la majorité des cas, ce coût reste bien inférieur aux pertes qu'un événement grave pourrait provoquer.

2.4 Effets sur les gouvernements

Pour les États, l'assurance joue un rôle clé dans la gestion des catastrophes. En cas de choc majeur (inondation, séisme, pandémie), les assurances privées ou les mécanismes de réassurance publique permettent d'alléger la charge budgétaire immédiate. Cela protège les équilibres macroéconomiques et permet une réaction plus rapide.

Par ailleurs, via des partenariats public-privé, les gouvernements peuvent développer des politiques de prévention, rendre l'assurance accessible à tous, ou encore stabiliser certains secteurs à risque.

L'investissement des assureurs sur les marchés financiers permet également de soutenir les politiques publiques de financement de long terme.

Je pense que ce rôle est encore sous-exploité dans certains pays : mieux intégrer l'assurance dans les politiques publiques pourrait améliorer la résilience face aux risques globaux.

3 Illustrations concrètes : deux exemples d'application des fonctions de l'assurance

Après avoir présenté les principales fonctions économiques de l'assurance et montré leur rôle auprès des différents acteurs économiques, il est important de les illustrer à travers des situations concrètes. Les exemples qui suivent permettent de mieux comprendre comment ces fonctions s'appliquent dans la réalité, et de voir en quoi elles sont utiles face à des risques spécifiques.

Nous avons choisi de présenter deux cas : celui d'un individu qui souscrit une assurance automobile, et celui d'une entreprise du bâtiment qui protège ses ouvriers par un contrat d'assurance contre les accidents du travail. Ces exemples permettent de visualiser les mécanismes abordés précédemment et de mieux juger leur efficacité dans des contextes réels.

Le premier exemple est inspiré d'une situation réelle vécue, tandis que le second est un exemple fictif que nous avons construit pour illustrer le rôle de l'assurance dans le cadre professionnel.

3.1 Exemple individuel : Assurance automobile

Un individu achète une voiture neuve et souscrit une assurance tous risques auprès de l'assureur X, incluant des options telles que la protection contre le vol, les incendies et l'assistance à 0 kilomètre (c'est un service de dépannage sans condition de distance minimale entre le lieu de la panne et son domicile).

À la suite d'un accident, les réparations s'élèvent à 3 000 €, mais grâce à son contrat, il ne paie qu'une franchise minimale.

Cela illustre la première fonction économique de l'assurance : *le transfert du risque*. En échange d'une cotisation annuelle fixe de 500 €, l'individu est protégé contre les imprévus précisés dans son contrat.

Ensuite, *la mutualisation des risques* entre en jeu : sa cotisation est ajoutée à celles des autres assurés, permettant à l'assureur d'indemniser les sinistres sans que chaque assuré supporte seul les conséquences financières.

L'assurance joue ici un rôle de *protection contre les pertes financières*, en évitant à l'assuré de devoir payer une somme importante après un dommage.

Ce mécanisme favorise également la *stimulation de l'investissement* : rassuré par sa couverture, l'individu ose acheter un véhicule neuf plus coûteux, contribuant ainsi à l'activité économique.

Sur le plan personnel, cette assurance aide à *stabiliser son budget*, car elle limite l'impact de dépenses imprévues. S'il n'avait pas été couvert tous risques, par exemple avec une simple assurance au tiers, les réparations auraient été à sa charge, ce qui aurait affecté son équilibre financier.

Par ailleurs, l'assureur joue un rôle d'*intermédiation financière* : les cotisations collectées sont investies sur les marchés, participant indirectement au financement de l'économie nationale.

Enfin, la *fonction de prévention* est aussi visible. En proposant des réductions de prime aux conducteurs prudents, l'assureur incite à adopter des comportements responsables, ce qui lui permet également de limiter les sinistres et d'améliorer sa rentabilité.

Je pense qu'il existe des limites importantes dans le fonctionnement actuel du système d'assurance. D'abord, les contrats sont souvent complexes à comprendre, et de nombreux assurés cotisent pendant des années sans jamais recevoir d'indemnisation. Pour autant, il est légitime que chacun cotise, même sans avoir un besoin immédiat d'indemnisation : c'est le principe même de la solidarité, comparable au fonctionnement des dépenses publiques où chacun contribue pour garantir une protection collective en cas de besoin. Ensuite, le fait que les assureurs appliquent des critères stricts ou excluent certains types de sinistres, notamment lorsque l'assuré a un profil à risque ou un historique chargé, interroge sur les fondements mêmes du système. Or, ce sont justement ces profils (les individus les plus exposés, les petites entreprises fragiles, ou les États soumis à des aléas majeurs) qui auraient le plus besoin de protection. Cela soulève une contradiction : un système conçu pour couvrir les risques semble parfois exclure ceux qui en ont le plus besoin. Ce constat est renforcé par certaines pratiques comme les clauses d'exclusion ou la sélection des risques à l'entrée, qui

réduisent la solidarité initialement associée à l'assurance.

En réalité, l'assurance moderne fonctionne dans un cadre marchand, et elle s'inscrit pleinement dans une logique capitaliste. Comme le souligne Karl Polanyi dans *La Grande Transformation* (1944) (Polanyi, 1983), l'extension des mécanismes de marché à des sphères sociales comme la santé, le travail ou la sécurité crée une tension entre logique économique et logique sociale. Dans cette perspective, l'assurance, bien qu'elle remplisse une fonction de protection, reste guidée par des objectifs de rentabilité. Comme toute entreprise, une compagnie d'assurance cherche à équilibrer ses comptes, générer des bénéfices et satisfaire ses actionnaires. Cette logique influence nécessairement les conditions d'indemnisation et l'accès à la couverture.

Ainsi, même si l'assurance joue un rôle social important, elle demeure un produit économique opéré selon les règles d'un marché capitaliste. Certaines assurances ont fini par adapter le montant de la cotisation au profil de l'assuré, cette adaptation découle d'un sentiment d'injustice.

3.2 Exemple entreprise : Assurance accidents du travail

Après ce premier exemple issu d'une situation réelle, nous proposons à présent un second exemple, fictif cette fois, mais représentatif de ce que vivent de nombreuses entreprises face aux risques professionnels.

Une entreprise du bâtiment, consciente des risques liés au métier d'ouvrier (chutes, blessures, etc.), souscrit une assurance accidents du travail pour un montant annuel de 1 500 €. Ce contrat couvre les frais médicaux ainsi que les indemnités en cas d'incapacité de travail. Lorsqu'un ouvrier se fracture la jambe sur un chantier, l'assurance prend en charge 5 000 € de soins et deux mois de salaire d'indemnisation.

Ce cas illustre d'abord la fonction de *transfert du risque*. En échange d'une prime fixe, l'entreprise se protège des conséquences financières d'un accident. Cela lui permet de ne pas déséquilibrer sa trésorerie face à un sinistre soudain. Grâce à la *mutualisation des risques*, sa cotisation est ajoutée à celles d'autres entreprises pour constituer un fonds commun. Ce système fonctionne car tous les assurés ne subissent pas de sinistre en même temps. Toutefois, certaines entreprises peuvent percevoir cette mutualisation comme injuste lorsqu'elles cotisent pendant plusieurs années sans jamais être indemnisées.

L'assurance joue ici un rôle crucial de *protection contre les pertes* importantes. Sans cette couverture, l'entreprise aurait dû faire face seule aux dépenses imprévues, ce qui aurait pu fragiliser son équilibre financier. En étant couverte, elle peut au contraire se projeter plus sereinement vers l'avenir, embaucher davantage de personnel ou investir dans son développement. Cela contribue à la *stimulation de l'investissement et de l'activité économique*. Néanmoins, je

pense que certaines petites structures peuvent avoir du mal à percevoir l'intérêt de l'assurance, surtout si elles n'ont jamais eu à l'utiliser directement. Le coût annuel peut alors sembler disproportionné. Cela est d'autant plus vrai que, dans certains cas, les accidents les plus courants sur les chantiers, comme les blessures légères ou les troubles musculo-squelettiques, sont soit insuffisamment couverts, soit exclus des contrats, comme évoqué précédemment.

En parallèle, cette assurance contribue à une forme de *stabilisation budgétaire et sociale*. Du côté de l'ouvrier blessé, elle garantit le maintien de revenus malgré l'arrêt de travail, ce qui lui évite de basculer dans la précarité. Du côté de l'employeur, elle évite des dépenses soudaines qui pourraient mettre en péril son activité. Cette double protection crée un filet de sécurité pour les deux parties.

Sur le plan financier, l'assurance remplit également une *fonction d'intermédiation*. Les primes collectées, lorsqu'elles ne sont pas utilisées immédiatement pour des indemnisations, sont placées sur les marchés financiers. Cela permet de générer des rendements et de renforcer la capacité d'intervention de l'assureur. Ces placements *soutiennent indirectement l'économie nationale*. Cependant, je pense qu'il serait pertinent que les assureurs soient plus transparents sur la nature de leurs investissements, afin de garantir leur alignement avec l'intérêt général. Étant donné que ces placements sont réalisés à partir des cotisations de millions d'assurés, il serait légitime que leur utilisation respecte certains critères éthiques, sociaux ou environnementaux. Cette transparence permettrait non seulement de renforcer la confiance des assurés, mais aussi de s'assurer que les ressources mobilisées par les assureurs ne contribuent pas à des activités contraires aux objectifs de long terme, comme la lutte contre le changement climatique ou la préservation des biens publics.

Enfin, la *fonction de prévention* se manifeste à travers des mesures recommandées dans les contrats : équipements de sécurité, signalétique adaptée, ou formations. Ces dispositifs visent à réduire la fréquence et la gravité des accidents, ce qui est bénéfique à la fois pour l'assureur (moins d'indemnisations) et pour l'entreprise (moins d'arrêts de travail). Cela dit, je pense que ces recommandations, bien que toujours utiles, sont devenues banales dans le secteur du bâtiment. La majorité des entreprises les appliquent déjà, et cela ne suffit pas toujours à réduire significativement les risques.

4 Conclusion

L'assurance remplit de nombreuses fonctions économiques essentielles : elle permet de transférer le risque, de le mutualiser, de protéger contre les pertes financières, de stimuler l'investissement, de stabiliser les revenus et les budgets, d'agir comme intermédiaire financier et d'encourager la prévention. Ces fonctions contribuent directement à renforcer la résilience des individus,

des entreprises et des gouvernements face aux aléas de la vie économique.

Mais l'assurance n'est pas un mécanisme parfait. Comme nous l'avons vu, elle présente certaines limites, notamment dans son accessibilité, sa complexité ou encore sa logique de rentabilité. Elle protège, mais elle exclut aussi parfois, et cela mérite d'être questionné. Il est donc important de comprendre non seulement ce que l'assurance apporte, mais aussi dans quelles conditions elle fonctionne efficacement et de manière équitable.

Réfléchir au rôle de l'assurance dans l'économie, c'est aussi interroger la manière dont nous voulons collectivement gérer le risque. Cela peut ouvrir la voie à des formes d'assurance plus inclusives, plus transparentes, et mieux adaptées aux enjeux sociaux et environnementaux actuels.

References

Access to Insurance Initiative (2017). 22ème consultation téléphonique sur l'importance de la réglementation de l'assurance dans la promotion de la résilience aux catastrophes naturelles.

Polanyi, K. (1983). *La grande transformation*. Gallimard. Œuvre originale publiée en 1944, traduction française de Louis George.

Wagner, J. and Fuino, M. (2022). *Gestion du risque & introduction aux assurances*. Presses polytechniques et universitaires romandes.